

Le pouvoir aux travailleurs

22 février 2009

N° 151

PRIX : 100 Fr

**L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière**

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<u>EDITORIAL :</u>	
- UNE LUTTE D'ENSEMBLE EST NECESSAIRE POUR METTRE UN FREIN AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS	2
- LE « REDEPLOIEMENT » DE L'ETAT : BEAUCOUP DE BRUITS, PEU D'EFFETS	3 - 5
- NON A L'AUGMENTATION DES TARIFS D'INSCRIPTION UNIVERSITAIRE	5 - 6
- ESCROQUERIE A LA PRESIDENCE !	7
- AFFAIRE D'EMPLOIS FICTIFS : UNE TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU	7
- CONSEILLERS OU CLUB D'AMIS ?	7 - 8
- L'IVOIRITE N'EST PAS MORTE	8
- ABOBO : QU'ATTEND LE MAIRE POUR FAIRE REPARER LES VOIES ?	8
- DARLING : IL FAUT L'EMBAUCHE DE TOUS LES JOURNALIERS !	9
- SOTACI : LA DIRECTION MET DES JOURNALIERS A LA PORTE, APRES PLUSIEURS ANNEES D'EXPLOITATION	10
- BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DE LA « MISSION CHINOISE » EN LUTTE POUR LEUR DROIT DE FIN DE CHANTIER	10 - 11
- VIVE LA LUTTE DES TRAVILLEURS AUX ANTILLES	12 - 13

**UNE LUTTE D'ENSEMBLE EST NECESSAIRE
POUR METTRE UN FREIN AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS**

Depuis plusieurs années la situation des travailleurs et des classes pauvres ne cesse de se dégrader. Dans les entreprises industrielles la législation qui régissait le travail contraignait le patron à embaucher les journaliers au bout de quelques mois. D'ailleurs la proportion des journaliers par rapport à l'ensemble des effectifs était faible.

Au fil des ans, cette législation a été révisée dans un sens favorable aux patrons. Aujourd'hui, le peu de droits qu'elle accorde aux travailleurs est vidé de son contenu. Mais de toute façon les patrons ont rarement respecté les législations. La seule chose qui peut freiner leur soif de profit, c'est la résistance salutaire opposée par les travailleurs pour faire valoir ce qu'ils estiment être de leur bon droit.

Les dirigeants de ce pays savent bien qu'un coup de colère du monde du travail peut survenir à tout moment. Ils savent que la stagnation des salaires, la dégradation des conditions de travail, la flambée des prix, constituent un mélange explosif.

Il y a quelques années, pour désamorcer le mécontentement grandissant ils faisaient appel à la « *trêve sociale* ». Par la suite, ils ont évoqué la « *situation de guerre* ». Aujourd'hui la « *sortie de guerre* » et la « *compétitivité* » nécessaire à leurs yeux. Demain ils vont inventer d'autres prétextes pour faire patienter les travailleurs.

Il est vrai que les dirigeants des centrales syndicales font preuve de beaucoup de complaisance à l'égard des patrons et leurs liens d'amitié avec le gouvernement ne sont un secret pour personne. Mais les travailleurs n'ont aucune raison de lier leur sort aux fauteuils des dirigeants syndicaux. D'ailleurs, divers secteurs entrent périodiquement en lutte et réussissent à faire reculer les patrons. Cela a été il y a quelques mois le cas chez les dockers. Dans différentes entreprises de la zone industrielle de Yopougon les journaliers et les ouvriers embauchés ont fait valoir ce qu'ils estimaient être de leurs droits.

Alors oui, une lutte plus générale s'impose et il n'y a que le premier pas qui coûte.

LE « REDEPLOIEMENT » DE L'ETAT : BEAUCOUP DE BRUITS, PEU D'EFFETS

Il y a un mois, le ministre de l'Intérieur Désiré Tagro, avait annoncé officiellement le « *redéploiement de 2000 policiers* » dans les zones Centre, Nord et Ouest (CNO). Quelques jours plus tard, ce fut l'annonce de « *l'unicité des caisses de l'Etat* » dans ces zones. Quelques mois avant, c'était l'annonce de « *l'installation* » des préfets et des sous-préfets dans ces zones. Ainsi, le gouvernement fait croire qu'il prend petit à petit le contrôle de tout le territoire. Mais la réalité sur le terrain est bien plus modeste.

Le pouvoir des préfets et des sous-préfets

Ces instances de l'Etat n'ont pour ainsi dire aujourd'hui aucun pouvoir dans ces zones. La plupart des préfets et sous-préfets n'ont même pas pu récupérer leur logement officiel parce que déjà occupé par le chef rebelle du coin. Incapable de faire déguerpir ces chefs rebelles, l'Etat est obligé de construire de nouveaux logements et bureaux pour installer ses autorités. Et depuis leur redéploiement, leur travail consiste en gros à superviser la construction de leur nouveau domaine et à effectuer un tour dans les centres d'identification pour se donner l'air d'exister. Parce qu'en dehors de ça, ce sont les chefs de zones et autres com'zones qui détiennent le vrai pouvoir dans ces régions. Ces préfets et sous-préfets avaient accepté de se rendre dans ces zones après des négociations qui avaient duré plusieurs mois avec le

gouvernement. Il avait fallu l'intervention de Gbagbo pour que, finalement, ils acceptent de faire acte de présence. Mais après avoir surtout obtenu plusieurs millions de francs chacun.

Le redéploiement des policiers : un leurre

Quant au redéploiement des policiers, c'est tout juste un effet d'annonce de la part du gouvernement. Ces policiers feront comme les préfets et les sous-préfets avant eux. Ils exigeront de l'argent à l'Etat. Ils l'empocheront ensuite et n'iront nulle part. D'autant plus que de ce côté-ci, ils peuvent s'enrichir en rackettant sans crainte sur les routes. Ce qui risque d'être un peu plus compliqué de l'autre côté. La place étant déjà prise par les forces rebelles.

Le racket dans les zones CNO, plus que jamais

Le racket dans la commercialisation du coton est un exemple du genre. Jusque l'année dernière, les camions de ramassage du coton graine dans les villages pour approvisionner les usines d'égrenage devaient payer une taxe de 9.000 Fr par mois aux FN. Cette année, cette taxe est passée à 30.000 Fr par mois et par camion. A l'annonce de la hausse de cette « taxe », les transporteurs ayant unanimement refusé de prendre à leur charge les 21.000 Fr supplémentaires, avaient entraîné, par exemple, le retard du

démarrage de la campagne cotonnière de l'usine de Dianra. Finalement, Ivoire-Coton, propriétaire de cette usine, avait été contrainte de payer la différence, avant que la campagne ne puisse démarrer. Ironie du sort, le sous-préfet de Dianra, censé représenter l'Etat, est logé, nourri et blanchi par Ivoire-Coton, dans l'une de ses villas.

L'évacuation des balles de coton depuis les régions Nord vers Abidjan est une autre source de racket. Jusqu'à l'année dernière, la haute autorité des forces nouvelles exigeait officiellement la somme de 65.000 Fr par camion de 30 tonnes. Pour cette nouvelle campagne cotonnière, la direction des FN a diffusé une circulaire officielle annonçant le maintien de cette « taxe ». A l'annonce de celle-ci, les transporteurs et les industriels étaient d'autant plus surpris que le pouvoir fait croire que les rebelles sont rentrés dans les casernes ; qu'il n'y a plus de « *ligne rouge* » qui sépare les deux territoires ; qu'il y a unicité des caisses de part et d'autre et que finalement, il ne reste plus qu'à organiser des élections pour que les choses rentrent dans l'ordre définitivement.

Mais tout le monde ne l'entend de cette oreille. C'est le cas notamment du com'zone de Korogho, un certain Foffié. Celui-ci exige la somme de 120.000 Fr par camion. Les transporteurs et les industriels refusent de prendre en charge ce supplément. Aussi, des dizaines de camions déjà chargés de balles de coton sont-ils restés bloqués à Korogho durant plus

de quinze jours. Aucune solution n'a pu être trouvée. Ni Gbagbo, ni Soro n'ont pu imposer leur autorité à un simple com'zone. Finalement, les camions chargés à l'usine de Mbengué, par exemple, située à une soixantaine de kilomètres au nord de Korogho, ont dû faire demi-tour pour décharger leurs balles de coton à l'usine. Aujourd'hui, l'usine de Mbengué a terminé sa campagne cotonnière mais pas une seule balle de coton n'a pu être encore évacuée sur Abidjan. C'est dire que ce que veut Guillaume Soro, ce n'est pas nécessairement ce que veut sa troupe sur le terrain. Alors, si le numéro un des FN n'arrive pas à commander sa troupe quand celle-ci n'y trouve pas son compte, ce n'est pas les autorités gouvernementales qui peuvent quelque chose. Ce qui montre aussi à quel point le redéploiement de l'administration dans les régions CNO, n'est pour l'instant que du cinéma !

Marcel Gossio, le DG du port d'Abidjan se plaint d'avoir perdu, en 2008, « 22% du trafic avec les pays frontaliers du Nord », à cause des rackets routiers des FN et autres policiers et gendarmes. Il a déclaré : « *cela semble n'émuvoir aucune autorité* ». En réalité, Soro Guillaume voudrait-il mettre fin au racket dans la zone sous son contrôle, faudrait-il encore qu'il en ait la force ! De même pour Gbagbo. Lutter contre le racket des policiers et autres gendarmes, ce serait lutter contre sa propre troupe. Cela équivaudrait à un hara-kiri !

A propos de « l'unicité des caisses de l'Etat »

En ce moment, le gouvernement parle beaucoup de l'unicité des caisses de l'Etat dans les zones CNO. Mais c'est une chose de le dire, c'en est une autre de l'imposer. Les caisses contrôlées par les FN restent pour l'instant propriété des FN. Du coup, l'Etat a mis en place ses propres caisses, son propre réseau de racket. Ainsi à Bouaké par exemple, il a mis en place un « guichet unique » pour obliger les propriétaires de mobylettes et motos de payer la somme allant de 24.500 Fr à 96.000 Fr, sous prétexte de « frais de dédouanement et d'immatriculation ». Comment ne pas parler de racket, quand on sait que ce n'est certainement pas au propriétaire qu'il revient de payer les frais de dédouanement mais aux commerçants qui ont commercialisé ces engins. Et par ces temps difficiles, il n'est pas dit

que les propriétaires acceptent même d'immatriculer leurs engins de bon gré. Il faudra donc à l'Etat une force coercitive pour imposer cette nouvelle taxe.

Pour l'heure, même les véhicules roulent sans plaque d'immatriculation dans la ville de Bouaké et à fortiori les deux roues. Ce n'est pas demain la veille que les gens payeront les taxes exigées par l'Etat. A moins que les FN trouvent là une autre source de racket sur les routes et trouvent du coup des intérêts communs avec l'Etat central. Ce qui n'est pas encore le cas.

Les porte-voix du gouvernement ont donc beau dire que « l'Etat de Côte d'Ivoire est résolu à reconquérir ses droits ». Pour l'instant, ils ne font que brasser du vent !

NON A L'AUGMENTATION DES TARIFS D'INSCRIPTION UNIVERSITAIRE

L'un des dirigeants de l'Université a eu le culot d'annoncer dans la presse récemment qu'il démissionnerait si les frais d'inscription universitaire ne passent pas de 5 500 à 50 000 F CFA. Sans doute ce monsieur dit là tout haut ce que l'élite friquée de ce pays pense tout bas. Cette couche de gens et sa progéniture souhaiteraient une plus grande sélection par l'argent, pour fermer l'accès des facs aux enfants issus des milieux populaires. Cela serait leur solution contre la saturation des cours.

Cela dure plusieurs années que les universités ne cessent d'être surchargées. Aujourd'hui, c'est grave. Pour toute la Côte d'Ivoire, il y en a

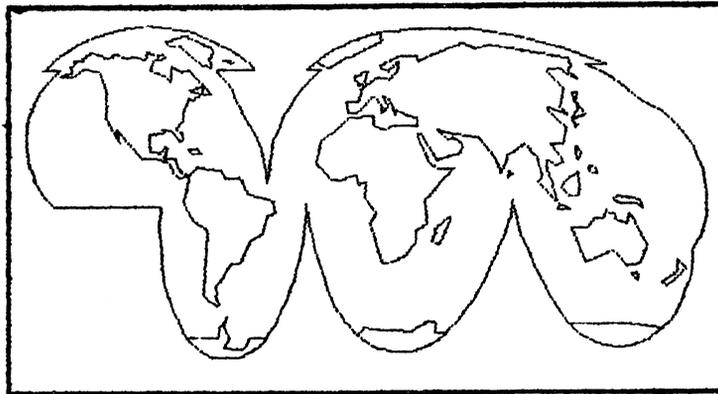
seulement que trois : l'université de Cocody, celle d'Abobo-adjamé et celle de Bouaké. A cela on pourrait éventuellement ajouter la succursale de Daloa. Il faut dire qu'à part l'université de Cocody, les autres ne comportent pas toutes les filières qu'il faut pour qu'une université soit complète. De plus, dans ces universités publiques surpeuplées tout manque ; à commencer par les salles de cours, les amphithéâtres, les tables banc jusqu'aux réactifs pour la moindre expérience...

Malgré tout ça, on se souvient encore de l'affaire du détournement de 1,5 milliard dans les caisses déjà dégarnies de l'université. L'affaire n'avait pas eu de suite.

Face à cette situation alarmante, l'Etat ne fait rien, mais vraiment rien. Par cette attitude il est en train irrémédiablement d'amenuiser les possibilités d'étude supérieure pour les enfants d'ouvriers et des pauvres étant donné que l'enseignement supérieur privé est hors de prix.

Alors puisque monsieur le recteur veut renflouer les caisses de sa fac, il serait inspiré de suggérer à son ministre de tutelle de fixer les frais d'inscription au prorata des moyens des parents d'élèves : tarif fort pour les fils à papa et allègement pour les autres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

ESCROQUERIE A LA PRESIDENCE !

La secrétaire particulière de Gbagbo vient de prendre cinq ans de prison pour avoir escroqué plus de soixante cinq millions de francs CFA à une société de téléphonie mobile. Cette affaire qui a fait couler beaucoup de salive et beaucoup d'encre n'est que la partie visible de l'iceberg des

sales affaires qui se pratiquent dans les eaux troubles du palais présidentiel. Il fallait un coupable pour préserver l'image du patron de la présidence dont le régime est en souffrance de bonne gouvernance. Cette secrétaire vient d'être immolée sur l'autel des intérêts politiques.

AFFAIRE D'EMPLOIS FICTIFS : UNE TEMPETE DANS UN VERRE D'EAU

Depuis quelques temps, le palais présidentiel connaît un remue-ménage. On aurait découvert des emplois fictifs à la présidence. Les cerveaux ont été arrêtés et envoyés à la MACA. On a l'impression que les élections approchant, le président veut faire peau neuve, histoire de se redonner une réputation mise à mal par l'enrichissement trop rapide et trop voyant de son entourage. Pour cela il cherche à se débarrasser de quelques collaborateurs trop compromis. Car même pour ses supporters les plus irréductibles, le laxisme dont il faisait preuve dans les agissements de son

entourage est décourageant.

Pourtant ce n'est pas d'un nettoyage à but électoralistes dont les populations ont besoin ! Mais Gbagbo est incapable de lutter contre le racket sur les routes de ses propres policiers et gendarmes ; incapable d'agir sur la baisse des prix des produits de première nécessité ; incapable de lutter contre la corruption dans les rouages de l'appareil d'Etat ; de maintenir les structures de santé et scolaires à défaut de les améliorer. Alors, il se contente d'écarter quelques brebis galeuses, histoire de dire qu'il agit pour « *moraliser la vie publique* ».

CONSEILLERS OU CLUB D'AMIS ?

Quatre-vingt-dix sept (97), tel est le nombre de conseillers du président Gbagbo. Certains, depuis qu'ils ont été nommés, n'ont jamais vu le président, dit-on. Bien sûr, l'argent ne manque pas pour entretenir ce club d'amis qui font

office de conseillers. Ce n'est pas pour rien que Gbagbo a fait passer le budget de la présidence du simple au double, estimé à plus de soixante milliards de francs aujourd'hui.

L E U R S O C I E T E

La crise, ce n'est pas pour tout le monde ! Parmi ces conseillers, il y en a qui sont déjà très riches. Tel est le cas du planteur d'Aboisso qui occupe, dit-on, la dixième place de conseiller. Cela rappelle un peu les paroles d'un groupe zougloou qui disait : « *il y a certains qui sont rassasiés mais on les force à*

manger ».

Les mêmes pratiques que Gbagbo et ses amis avaient dénoncées quand ils étaient dans l'opposition font partie de leurs mœurs. Ils avaient reproché au régime PDCI sa gabegie. Aujourd'hui la gabegie est dans le camp du FPI.

L'IVOIRITE N'EST PAS MORTE

Le représentant du secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire faisait savoir dans une interview que *l'ivoirité* est finie en Côte d'Ivoire. Il est vrai que les bourgeois de toutes nationalités peuvent venir faire fortune dans ce pays et qu'entre les riches il n'a jamais été question d'ivoirité. Mais dans la Côte d'Ivoire des pauvres, l'ivoirité est toujours présente. Par exemple, certaines personnes n'osent même pas participer à l'opération d'identification et d'enrôlement de peur d'être traités d'étranger. Dans les quartiers précaires des gens dont le patronyme ne sonne pas bien à l'oreille des « *forces de l'ordre* »

continuent de subir les exactions et la rapacité des hommes en tenue. Dans les parlements et les agoras ce venin continue d'être distillé par les orateurs proches du pouvoir, même si ce n'est plus comme avant. C'est une question de période.

Les populations pauvres ont déjà plus d'une fois subi les conséquences de ces idées barbares qui resurgissent à chaque approche des élections. Il ne faut pas laisser ce poison nous contaminer une nouvelle fois. Il faut combattre les propos xénophobes dans nos rangs et ne pas nous laisser diviser entre exploités.

ABOBO : QU'ATTEND LE MAIRE POUR FAIRE REPARER LES VOIES ?

Pour les travailleurs qui n'habitent pas près de la zone industrielle de Yopougon, se rendre au travail est une galère quotidienne.

A cause des parties de la voie en très mauvais état, le transport est très épuisant et éprouvant. Par exemple à Abobo, entre l'arrêt Dokui et la mairie, le gbaka vous projette en

l'air, et vous retombez brutalement sur le siège ; il vous projette vers l'avant, vers l'arrière. Le travailleur arrive au boulot tout épuisé. Au retour, c'est le même calvaire : on rentre tout épuisé.

Monsieur le Maire, nous payons les impôts. Qu'attendez-vous pour faire réparer ces tronçons en très mauvais état ?

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

DARLING : IL FAUT L'EMBAUCHE DE TOUS LES JOURNALIERS !

Depuis mi-janvier, la direction a décidé de régulariser par petits groupes la situation des journaliers. A cette date, c'est tout juste une trentaine de journaliers qui ont été embauchés.

C'est depuis des années que nous revendiquons l'embauche des journaliers. Dans cette boîte de plus de 300 personnes, seulement une centaine d'entre nous étaient embauchés. Avec le décès et le renvoi de quelques uns, on était déjà à moins de 80 personnes.

La dernière vague d'embauche datait de 2000, suite au coup d'Etat militaire. Ces travailleurs étaient appelés les «*embauchés de Gué*», parce qu'ils avaient eu le soutien des petits militaires. Et depuis, toutes les démarches entreprises par les délégués sont restées lettre morte. A chaque fois la direction ne fait que promettre ou miroiter l'embauche aux journaliers pendant les périodes de forte demande. Ces fausses promesses font que non seulement les journaliers se donnent à fond dans le travail, mais en plus ils font concurrence aux embauchés, dans l'espoir d'être bien vus par les contremaîtres et espérer être retenus parmi les embauchés. Cela fait plusieurs années que le patron profite

des journaliers et, divise par la même occasion les travailleurs.

Mais depuis l'année dernière, un vent de mécontentement général traverse l'usine. De plus en plus de travailleurs ne pouvant plus supporter les cadences infernales imposées par la direction, des voix se sont levées. La direction a commencé par des mises à pied pour finir par le renvoi d'un travailleur qui avait eu le courage de dénoncer ouvertement cette exploitation. Malgré ce renvoi, la direction sent toujours la menace d'une explosion. C'est pour calmer le jeu, qu'elle a fait appel aux délégués pour annoncer qu'elle allait accéder à leur requête concernant l'embauche.

Cependant, cette trentaine de nouveaux embauchés ne fait pas du tout le compte. De plus, l'idée de la direction est toujours de diviser pour régner. Pour cela, elle a préféré par exemple, embaucher à sa convenance des travailleurs dont certains ont moins de deux ans alors qu'il y a des journaliers qui ont plus de 8 ans qui sont encore dans l'attente.

Mais les travailleurs sont conscients qu'il faudra la solidarité et l'unité dans la lutte pour défendre leur intérêt et imposer l'embauche de tous les autres journaliers.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SOTACI : LA DIRECTION MET DES JOURNALIERS A LA PORTE, APRES PLUSIEURS ANNEES D'EXPLOITATION,

A la fin du mois de janvier dernier, un groupe d'une trentaine de journaliers a voulu revendiquer leur embauche auprès de la direction. Cette dernière a profité de l'occasion pour les remercier tous.

Après plusieurs années d'exploitation, plus de 8 ans de service pour certains, ces journaliers voulaient que leurs situations soient régularisées. Ils ont voulu simplement sortir de la précarité, c'est-à-dire de l'incertitude du lendemain. D'ailleurs, c'est depuis longtemps qu'ils ont à plusieurs reprises approché la direction à cette fin. Toujours en vain. Cette fois-ci, ils ont décidé de marquer un arrêt de travail pour attirer l'attention de la direction sur leur sort. Mais la direction a répondu par la manière forte et révoltante. Elle les a licenciés comme des malpropres. Elle a fait ensuite appel à la police qui, avec la kalachnikov au dos, a obligé les travailleurs à prendre leur bulletin de compte de tout solde et à déguerpir des lieux.

Et pourtant, ces journaliers ont participé au rayonnement et à la

prospérité de cette entreprise pendant plusieurs années. Ils ont trimé fort pour que Sotaci et ses actionnaires se vantent d'être le premier groupe de l'acier en Afrique de l'ouest. Ils ont travaillé durement dans des conditions souvent déplorables voire dangereuses : pas de matériels de protection : pas de chaussures de sécurité, pas de gants, pas de cache-nez, pas de lunettes contre les débris de fer etc.

La direction a profité du manque de solidarité entre embauchés et journaliers pour aggraver les conditions de travail de tous les travailleurs.

Ce qui frappe les travailleurs de la Sotaci peut aussi frapper les travailleurs dans n'importe quelle usine de la zone industrielle tant que les travailleurs ne mettront pas en place une organisation pour contrer la rapacité du patronat et opposer à chaque fois une solidarité agissante contre l'exploitation et les injustices qu'ils subissent.

BATIMENT : LES TRAVAILLEURS DE LA « MISSION CHINOISE » EN LUTTE POUR LEUR DROIT DE FIN DE CHANTIER.

Neuf (9) travailleurs du chantier de la salle de conférence du ministère de l'Intérieur situé au Plateau, ont été remerciés du fait que les travaux

concernant les gros œuvres ont pris fin. Mais pour ce qui est du versement de leurs indemnités de fin de chantier, elle traîne les pieds et cela

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

a provoqué la colère de l'ensemble des travailleurs.

Le mardi 17 février, les 9 travailleurs sont allés voir leurs camarades pour dire que depuis près d'une semaine qu'ils sont remerciés, ils attendent toujours la paye de leur indemnité. Les délégués ont pris immédiatement contact avec le responsable du chantier pour en savoir plus. Ce dernier, sous prétexte qu'il a des visiteurs chinois sur le chantier, a refusé de rencontrer les travailleurs. C'était mal connaître la détermination des travailleurs. Ils se sont regroupés et sur le champ ils ont voté à l'unanimité l'arrêt des travaux.

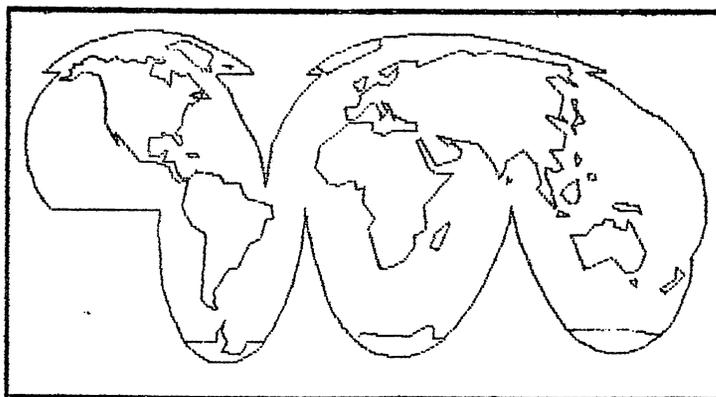
Comme ce même jour, ils avaient réunion avec le responsable de leur syndicat, ils lui ont rendu compte des faits. Le responsable syndical a alors exigé que le patron s'explique devant l'ensemble des travailleurs. Et c'est en présence de tous les travailleurs que le patron s'est exprimé. Dès le début il a voulu tourner en rond, se cacher derrière l'inspecteur du

travail qui n'a pas encore rendu les calculs. Cet inspecteur étant en même temps le conseiller juridique de leur entreprise, cela ressemblait plutôt à un jeu de cache-cache.

C'est quand les travailleurs ont commencé à hausser le ton, à exiger une date avant la reprise du travail que le patron a compris qu'il n'avait pas d'autres solutions que de céder. Sur place il a demandé aux travailleurs de le laisser jusqu'au jeudi 19. Ce jour arrivé, comme le calcul n'était pas toujours prêt, une nouvelle négociation commença. Cette fois-ci les travailleurs n'ont pas arrêté le travail mais ils ont été fermes avec le patron : « *Nous te donnons jusqu'à lundi 23. Si toi et ton inspecteur, vous tentez de nous rouler comme aujourd'hui, nous serons encore solidaires de nos camarades qui sont dehors.* »

Et, depuis cette date, les travailleurs continuent de se mobiliser, car ils savent bien que la parole d'un patron c'est du vent, sans une mobilisation collective des travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

VIVE LA LUTTE DES TRAVILLEURS AUX ANTILLES

Les travailleurs guadeloupéens sont en grève générale depuis le 20 janvier. Dans leur lutte pour de meilleures conditions de vie, ils sont suivis par ceux de la Martinique depuis le 5 février. En particulier le point le plus important pour les travailleurs, c'est l'augmentation générale des salaires de 200 Euros pour tous. Même si le gouvernement de Sarkozy fait semblant d'agir en faveur de grévistes, les patrons locaux ne veulent pas céder sur les revendications. C'est en tout cas leur point de vue jusqu'au 23 février, date prévue pour la poursuite des négociations.

Le mouvement a démarré avec les réclamations des petits patrons des stations-service qui s'opposaient à la création de nouvelles pompes automatiques. En même temps la population, de son côté, réclamait la diminution du prix de l'essence. Cela a fait déborder le vase. Une grève générale a été déclenchée et préparée par un collectif d'organisations regroupées sous le nom de Lyannaj kont pwofitasyon, LKP, (liaison contre l'exploitation outrancière). Ce collectif regroupe des organisations syndicales comme l'UGTG, CGTG, CTU, FO et CFDT, et des organisations politiques telles que le Parti Communiste, Combat ouvrier, l'Alliance nationale Guadeloupe, l'UPLG. Il y a aussi des unions de producteurs, de transporteurs et diverses associations culturelles. La grève est devenue totale assez rapidement. Les travailleurs des grandes entreprises se sont mis en

grève, ainsi que ceux de plus petites, des compagnies d'assurance et des banques comme la BNP. Il y a aussi les travailleurs des grands centres commerciaux comme Carrefour, ceux de l'EDF et de la Générale des Eaux. On peut dire que la majorité des travailleurs se sont lancés dans la lutte. Dans l'Enseignement et les hôpitaux, les travailleurs se sont mis dans le mouvement, ces derniers assurant quand même le service minimum au CHU. Les travailleurs ont manifesté pendant des jours par dizaines de milliers dans les rues.

Sous la direction du LKP, tous les travailleurs revendiquent l'augmentation de 200 Euros pour tous les salariés, y compris ceux qui sont en chômage. Ils demandent aussi la baisse des prix des denrées alimentaires. Et ils ont raison. C'est absolument scandaleux quand on sait que tous les prix sont en moyenne environ 50% plus chers que ceux pratiqués en métropole.

Il a fallu plus de trois semaines pour que le gouvernement français commence à s'intéresser à ce mouvement. Lors des discussions avec le patronat et les élus locaux, cela s'est fait avec le soutien de la population travailleuse présente devant la préfecture de Basse-Terre. La première fois le Préfet a refusé de se présenter pour discuter. La deuxième fois, Yves Jégo, le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, ce représentant de l'Etat français aux Antilles après discussion avec le LKP, est reparti en catimini à

Paris sans résoudre le conflit. En même temps les dirigeants du patronat des Antilles ont montré à quel point ils méprisent les travailleurs en tenant un langage digne de l'époque esclavagiste. Mais le gouvernement et le patronat ont devant eux un mouvement social bien profond, soutenu par l'ensemble de la population. L'ambiance générale de ce mouvement rappelle fort celui de mai 1968 en France à la différence qu'aux Antilles ce sont les travailleurs qui sont en première ligne. Le patronat a essayé de casser le mouvement en voulant opposer les grévistes avec les soi-disant non grévistes. En fait il est de tradition en Guadeloupe de faire ce qu'on appelle localement la « *grève marchant* ». Depuis plus de cent ans dans leur lutte les ouvriers agricoles de la canne à sucre marchent de champ en champ pour discuter avec leurs camarades et les entraîner dans leur mouvement. Il faut croire que les bonnes traditions se transmettent de génération en génération. Ainsi cette fois-ci des groupes de travailleurs marchent et passent d'entreprise en entreprise pour expliquer leur mouvement à ceux qui sont en retard dans la lutte et en même temps vérifient et contrôlent là où la grève s'est installée. Ainsi on peut dire que les travailleurs en majorité sont impliqués dans la grève générale et suivent en même temps les directions syndicales.

Yves Jégo et le gouvernement français ont essayé de laisser pourrir la situation mais en même temps ils ont pris certaines dispositions. Ainsi l'Etat mettra à la disposition des patrons 130 Euros par salarié sous forme

d'exonérations diverses. Et malgré cela les patrons ne veulent pas céder. Par ailleurs il y a des entreprises où des salariés sont passés de contrat CDD à CDI. On parle aussi de titularisation des emplois précaires et d'embauche de professeurs dans l'enseignement. Mais encore une fois les patrons ne veulent pas céder sur les 200 Euros. Les dirigeants de la grève appellent les travailleurs à tenir bon et à aller jusqu'au bout des possibilités du mouvement.

En France aussi il y a eu des manifestations de soutien qui se sont déroulées à Paris. Le 21 février dernier des dizaines de milliers ont manifesté à l'appel des syndicats et des partis de gauche et d'extrême gauche.

Pour l'instant les travailleurs comme les dirigeants du LKP continuent leur combat. Et les travailleurs de la Martinique se sont aussi mis dans le mouvement revendicatif. Là aussi des dizaines de milliers de travailleurs ont commencé à manifester. Eux aussi demandent des augmentations de salaires de 300 Euros pour tous les salariés. En même temps ils réclament des mesures contre la vie chère.

Les travailleurs des Antilles montrent la voie. Le seul langage que les patrons comprennent c'est le langage de la lutte. Il est nécessaire que les travailleurs en France, aux Antilles et même en Afrique suivent l'exemple de ceux de la Guadeloupe. Leur force, c'est leur nombre et leur volonté de se battre pour un monde meilleur. Tous ensemble, ils peuvent faire reculer les patrons.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation